

Gouvernement du Québec

Décret 1200-2000, 11 octobre 2000

CONCERNANT la nomination d'un membre médecin psychiatre à temps partiel du Tribunal administratif du Québec, affecté à la section des affaires sociales

ATTENDU QUE l'article 46 de la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., c. J-3) prévoit que, sous réserve des exceptions prévues à la loi, la durée du mandat d'un membre du Tribunal administratif du Québec est de cinq ans;

ATTENDU QUE l'article 57 de cette loi mentionne que le gouvernement fixe, conformément au règlement qu'il a édicté par le décret numéro 318-98 du 18 mars 1998 en application de l'article 56 de cette loi, la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des membres de ce Tribunal;

ATTENDU QUE conformément à l'article 5 du Règlement sur la procédure de recrutement et de sélection des personnes aptes à être nommées membres du Tribunal administratif du Québec et sur celle de renouvellement du mandat de ces membres, édicté par le décret numéro 317-98 du 18 mars 1998, le secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif a formé un comité de sélection, dont il a désigné le président, pour examiner la candidature de monsieur Noël Garneau;

ATTENDU QUE ce comité a soumis son rapport au secrétaire général associé et à la ministre de la Justice;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Justice:

QUE monsieur Noël Garneau, psychiatre et coordonnateur du Centre de reconditionnement psychobiologique MSCS ltée, soit nommé membre médecin psychiatre à temps partiel du Tribunal administratif du Québec, affecté à la section des affaires sociales, pour un mandat de cinq ans à compter du 4 décembre 2000;

QUE monsieur Noël Garneau bénéficie des conditions de travail prévues au Règlement sur la rémunération et les autres conditions de travail des membres du Tribunal administratif du Québec édicté par le décret numéro 318-98 du 18 mars 1998 compte tenu des modifications qui y ont ou qui pourront y être apportées;

QUE le lieu principal d'exercice des fonctions de monsieur Noël Garneau soit à Montréal.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

34993

Gouvernement du Québec

Décret 1201-2000, 11 octobre 2000

CONCERNANT une entente entre le gouvernement du Québec et le Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone

ATTENDU QUE le Secrétariat du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone est établi à Montréal;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec désire accorder au Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal ainsi qu'aux personnes qui lui sont associées, les avantages nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal désirent, à cette fin, préciser dans une entente la portée de ces exemptions, privilèges et prérogatives de courtoisie;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe a de l'article 2 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6), le ministre des Finances a notamment pour fonctions de conseiller le gouvernement en matière de politique économique, fiscale et budgétaire;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 9 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., c. M-31), le ministre du Revenu peut, avec l'autorisation du gouvernement, conclure tout accord avec toute personne, association ou société de personnes aux fins de l'application de toute loi fiscale;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 14 de la Loi sur le ministère des Relations internationales (L.R.Q., c. M-25.1.1), la ministre des Relations internationales favorise l'établissement sur le territoire du Québec d'organisations internationales et de représentants de gouvernements étrangers;

ATTENDU QUE, en vertu des articles 19 et 20 de cette loi, une entente entre le gouvernement du Québec et le Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal concernant les exemptions, les privilèges fiscaux et les prérogatives de courtoisie consentis au Fonds multilatéral, à ses fonctionnaires et aux représentants des Parties au Protocole de Montréal constitue une entente internationale qui, pour être valide, doit être approuvée par le gouvernement et être signée par la ministre des Relations internationales;